

Jamais assez sûr

L'Américain Richard Meserve, l'un des principaux spécialistes mondiaux de la sûreté nucléaire, dresse un bilan ... et parle d'améliorations. Il s'entretient ici avec Giovanni Verlini, directeur de la rédaction du Bulletin.



C'est un fait : les incidents nucléaires comportent souvent un élément humain, qu'il s'agisse d'une erreur, du non-respect d'une procédure ou d'une maintenance défectueuse. Cela inquiète les gens. Pourtant, si l'on regarde les données objectives recueillies dans le monde, on voit qu'en moyenne, la sûreté s'est améliorée.

—Richard Meserve

Q : En tant que chef d'un organisme de sûreté nucléaire qui conseille le directeur général de l'AIEA, la communauté nucléaire et le public, qu'est-ce qui vous préoccupe à l'heure où l'on croit constater une "renaissance" du nucléaire ?

RM : Nous constatons actuellement, dans le monde, un énorme regain d'intérêt pour le nucléaire. Je pense que cela tient au fait que le bilan de sûreté des centrales est globalement satisfaisant, même s'il subsiste quelques ombres. Le plus important, pour moi, c'est de ne pas relâcher l'attention. Même des exploitants de centrales modernes qui pensent que tout va bien peuvent se retrouver en difficulté. Ce qu'il faut, c'est rester vigilants et s'améliorer constamment. Le deuxième point, c'est le problème que posent les réacteurs vieillissants. Nombre d'entre eux, en effet, fonctionnent depuis des décennies et tout semble indiquer qu'ils vont fonctionner encore quelque temps.

Il se pourrait, cependant, que ce choix pose des problèmes de maintenance et de sûreté. Le troisième point, c'est le problème que posent les nouveaux arrivants. Plusieurs pays, en effet, qui ne possèdent pas de centrales nucléaires, parlent de s'en doter. Il faut que chacun veille à ce qu'ils comprennent les responsabilités que crée le nucléaire et puissent les assumer.

Q : Quelle est la probabilité que ces ambitions se réalisent ?

RM : Certains des pays qui parlent actuellement de se doter d'une capacité nucléaire ne le feront peut-être pas. S'il le font, cependant, il faut qu'ils comprennent ce qu'ils doivent faire pour assurer la sûreté. Les normes de sûreté

de l'AIEA sont une référence très importante. Elles sont indispensables aux nouveaux arrivants en ceci qu'elles leur procurent un ensemble de règles et de connaissances dont ils ne disposeraient pas autrement. À l'avenir, elles vont devenir plus indispensables encore lorsque vont être mis en service des réacteurs avancés.

Q : Les effets de Tchernobyl font encore débat et les incidents survenus ailleurs – Japon, Allemagne, Suède, États-Unis – font les gros titres des journaux et inquiètent le public. Ces inquiétudes sont-elles justifiées, selon vous ?

RM : C'est un fait: les incidents nucléaires comportent souvent un élément humain, qu'il s'agisse d'une erreur, du non-respect d'une procédure ou d'une maintenance défectueuse. Cela inquiète les gens. Pourtant, si l'on regarde les données objectives recueillies dans le monde, on voit qu'en moyenne, la sûreté s'est améliorée. Les exploitants s'améliorent, tirent des enseignements de leur expérience et apprennent les uns des autres. Cela ne veut pas dire, pour autant, qu'on puisse relâcher l'attention. Cette vigilance est essentielle, tout comme le fait d'être direct avec les gens. Si un problème survient, il faut relater les faits honnêtement. Les gens sont capables de faire la part des choses.

Q : On entend souvent parler de « culture de sûreté ». De quoi s'agit-il ?

RM : Il s'agit, fondamentalement, d'une prise de conscience, à tous les niveaux, du fait que la technologie nucléaire crée des responsabilités particulières et que la meilleure façon de les assumer, c'est de faire en sorte que chacun comprenne l'importance de la sûreté et les moyens de l'assurer. Il faut, en particulier, que les employés comprennent que lorsqu'ils voient un problème, il faut qu'ils le traitent. Si leur supérieur immédiat ne les écoute pas, il faut qu'ils remontent plus haut pour faire en sorte que le problème trouve une solution. La hiérarchie, enfin, doit récompenser ces personnes.

Q : Vous présidiez la Commission de la réglementation nucléaire (NRC) des États-Unis lors des attentats du 11 septembre. En quoi cet événement a-t-il influencé l'opinion que vous avez de la sûreté et de la sécurité nucléaires aux États-Unis et dans d'autres pays ?

RM : Avant le 11 septembre, la NRC menait, pour que les centrales soient suffisamment protégées, un programme assez agressif. Comme nous le savons tous, cependant, le 11 septembre a changé le monde. À la NRC, j'ai supervisé

une réévaluation intégrale de la sûreté et de la sécurité des installations. Depuis, les mesures ont été grandement renforcées, aux États-Unis et ailleurs. Nous avons appris – et il faut bien le comprendre – que sûreté et sécurité sont intimement liées. Ce qu'il faut, c'est accroître cette prise de conscience et l'encourager dans la communauté nucléaire afin d'instaurer et de maintenir un bon équilibre.

Q : Vu les conséquences transfrontières qu'aurait un nouvel accident grave, pensez-vous que le nucléaire puisse être, un jour, réglementé au niveau mondial ?

RM : Il me semble très peu probable qu'une telle réglementation voie le jour, du moins à court terme. L'énergie et la santé publique sont tellement au cœur de la vie politique des pays qu'aucun gouvernement n'acceptera d'en perdre le contrôle.

Cela dit, je pense qu'un réseau international appuyé par des organisations telles que l'AIEA peut aider les pays à faire en sorte que les effets transfrontières soient traités rapidement et efficacement. Il existe, aujourd'hui, un bon fondement sur lequel s'appuyer: un cadre mondial de normes de sûreté et de conventions auquel s'ajoutent les systèmes internationaux de notification et d'intervention d'urgence. Ces systèmes aident les pays à partager des données d'expérience et à en tirer des enseignements, et permettent de tenir le public informé.

Q : Pour conclure, quel est, selon vous, le message essentiel ? Les centrales nucléaires, dans le monde, sont-elles assez sûres ?

RM : À en juger par leur bilan, je crois qu'elles le sont. Il reste, cependant, beaucoup à faire, surtout avec l'arrivée de nouveaux acteurs et avec le vieillissement des centrales dont on prolonge la durée de vie. Comme le soulignent les avis que nous envoyons au directeur général de l'AIEA, Mohamed ElBaradei, il ne faut surtout pas relâcher l'attention. Il faut partir du principe que les centrales ne « sont jamais assez sûres ».

Richard Meserve (rmeserve@ciw.edu), Président de la Carnegie Institution à Washington et ancien Président de la Commission de la réglementation nucléaire (NRC) des États-Unis, préside le Groupe consultatif international pour la sûreté nucléaire (INSAG), organe qui conseille le directeur général de l'AIEA, la communauté nucléaire et le public.